





L'ÉCLATEMENT DES BALKANS

ISBN: 978-2-88892-138-7

Copyright © 2011 by Éditions Xenia
CP 395, 1800 Vevey, Suisse,

www.editions-xenia.com
info@editions-xenia.com

Tel: +41 21 921 85 05 Fax: +41 21 921 05 57
skype: xeniabooks

Alexis-Gilles Troude

L'ÉCLATEMENT DES BALKANS

Une stratégie programmée
par les États-Unis contre l'Europe

Xenia



À Marko et Milan



Préface

Savons-nous assez ce qu'est un empire, ce qui le fait vivre et ce qui le menace ? Un empire ne se connaît pas de bornes, ni quant à son expansion territoriale, ni quant à ses moyens d'influence, ni quant à la moralité de ses méthodes. Né de la guerre, vivant de la guerre, mourant de la guerre, l'empire s'oppose à la rationalité beaucoup plus politique de la nation, notion que Paul Thi-baud définissait justement comme étant a contrario un mode d'unification pacifique de l'Univers, une Nation pure et parfaite respectant la souveraineté des autres Nations du Monde avec autant de scrupules qu'elle se doit de défendre la sienne propre. Conséquemment, les Nations n'ont pas d'ennemi parmi les autres Nations, leur seul ennemi étant l'empire — comme à l'inverse un empire ne craint pas tant un autre empire qu'il craint la diversité des Nations.

De ce schéma très général, on ne saurait trouver meilleure illustration que dans l'affaire de ce qu'il est convenu d'appeler « la crise des Balkans », commencée en 1991 avec les premiers signes du séparatisme slovène et dont le point culminant fut, en juin 1999, le bombardement de Belgrade par l'aviation de l'OTAN, suivi par l'installation dans la province serbe du Kosovo de détachements terrestres. Douze ans plus tard, l'évidence qu'une propagande effrénée a réussi à masquer s'impose d'elle-même : le résultat de ladite crise est la marginalisation de la Serbie amputée de sa province du Kosovo, l'approfondissement de ce qui reste l'une des plus vieilles fractures du continent européen — ces fragiles Balkans où s'affrontent islam, monde catholique et monde orthodoxe — et l'installation durable au corps même de cette fracture de la plus grande base qu'ait jamais installée l'empire américain sur notre continent, la base

de Bondsteel en plein cœur du Kosovo. Ce résultat n'étonnera d'ailleurs pas ceux qui savent mesurer la constante expansion de l'empire américain depuis ses premiers âges, la conquête toujours repoussée d'une « Nouvelle Frontière ». Cette conquête s'est traduite d'abord par la quasi-extermiation des peuples indiens d'Amérique du Nord puis par la mise sous tutelle, conformément à la doctrine Monroë, du continent américain ; enfin au XXe siècle, toujours à la faveur des guerres, à l'installation de l'empire américain en Europe, occidentale d'abord, centrale et orientale aujourd'hui, parallèlement à son installation sur le continent asiatique. Il est aisé de voir que la ligne de front impériale avance toujours plus loin, comme son bras armé OTAN, les abcès de fixation étant aujourd'hui l'Afghanistan, la Géorgie et le Kosovo.

Sur cette dernière affaire, Alexis-Gilles Troude apporte ici un éclairage aussi clair qu'informé. Il n'est pas ce que l'on appelle un spécialiste, catégorie qui surabonde : c'est un honnête homme qui a compris qu'une formidable partie se jouait au cœur de l'Europe et qui a eu le courage de s'informer par lui-même, de s'intéresser au dessous des cartes découvrant peu à peu l'incroyable entrelacs de ce que l'on appelait jadis le jeu des puissances et en a fait progressivement une cause lui vouant de fil en aiguille plusieurs années de sa vie. Il se rendit plusieurs fois dans les Balkans et mit sur pied en 2007 une courageuse mission au Kosovo : il écrivit au retour un compte-rendu stupéfiant sur la situation de Serbes qui, contre vents et marées, tentent d'y vivre ou d'y survivre. Puis il entreprit, prenant du recul, d'analyser l'ensemble de l'affaire : c'est l'origine du passionnant ouvrage qu'on va lire. Ce que la chronique quotidienne, telle que l'ont mal relaté les médias au long des années 1990 n'a pas cessé d'embrouiller, ressort ici avec une stupéfiante évidence. C'est l'empire et ses alliés qui ont été à la manœuvre de bout en bout. La conclusion donne le frisson, n'importe quelle Nation mal placée sur la carte du monde ou par trop indisciplinée est à la merci de pareille manœuvre. Quel secours trouvera-t-elle sinon

d'autres Nations? Voilà pourquoi il faut tenir pour salubre leur réveil, organiser leur solidarité et leur coopération, ce qui fut toujours l'œuvre de la France — et l'on ne s'étonne pas que ce soit un Français qui ait écrit pareil livre : qu'il en soit félicité et remercié par tous ses compatriotes !

PAUL-MARIE COÛTEAUX
ÉCRIVAIN



Introduction

Depuis vingt ans, la région des Balkans se trouve à nouveau au premier plan de l'actualité. Sur l'espace de l'ex-Yougoslavie, on assiste depuis 20 ans à un processus continu d'éclatement territorial : sécessions successives de la Slovénie et de la Croatie en 1991, de la Macédoine et de la Bosnie-Herzégovine en 1992, puis du Monténégro en 2006 et du Kosovo en 2008. Or, ce processus de désintégration n'est pas terminé : nous sommes seulement au milieu d'un mouvement centrifuge qui verra bientôt des régions comme la Voïvodine ou la Transylvanie se détacher sous une forme ou une autre de la Serbie et de la Roumanie. Nous pouvons aussi être très inquiets des craquements inter-ethniques en Bosnie-Herzégovine, en Macédoine et au Monténégro. Or, ce fractionnement n'est pas seulement l'apanage des Balkans, il nous interpelle directement car ensuite, si ces divers mouvements sont menés à leur terme, leur propagation se fera à l'Espagne, la Belgique ou la France.

Le 10 juin 1999, les troupes de l'OTAN s'installaient dans la province serbe du Kosovo après trois mois de bombardements intenses. La justification officielle était d'arrêter une bonne fois pour toutes la purification ethnique et de protéger une minorité opprimée sur le sol européen. Les Accords de Kumanovo signés par Milošević et les généraux de l'OTAN mettaient en branle la plus grande opération de l'OTAN depuis la fin de la II^e Guerre mondiale. Sous couvert de multi-ethnisme, de démocratie libérale et d'économie de marché, les États-Unis, suivis par leurs alliés en Europe, ont imposé à travers les droits de l'homme et l'ingérence humanitaire chers à Kouchner, une zone d'instabilité durable au cœur de l'Europe. Alors que L'Union européenne semble prôner la création d'États de droit, la stratégie

américaine est plus manifeste: son objectif a été de démolir la Yougoslavie multi-ethnique et de morceler au maximum l'espace balkanique.

Ce jeu pervers a conduit à un véritable chaos en Europe du sud-est au moins sur trois plans. Avec l'alibi de créer un nouveau type de fédération, la présence otanienne a creusé la fracture entre ethnies et érigé de nouvelles barrières entre les peuples, en promouvant la création de nouvelles langues régionales ainsi que le fractionnement d'églises autonomes orthodoxes (Monténégro) ou musulmanes (Serbie). En voulant imposer un modèle exogène de démocratie libérale importée des États-Unis (processus de confédéralisation, protection à outrance des langues minoritaires, défense du « small is beautiful »), la communauté internationale n'a réussi qu'à creuser un fossé entre des populations civiles désabusées et leurs gouvernements respectifs. Ces États, après quinze ans de transition à marches forcées vers la démocratie libérale, reposent toujours sur une *nomenklatura* formée et soutenue par l'Empire américain (abstentionnisme à taux record, clientélisme et corruption, détournements des fonds internationaux). Les espoirs fallacieux d'une manne financière coulant à flots, entretenus par les dirigeants de l'UE et d'un grand nombre d'ONG, ont créé le mythe d'un capitalisme protecteur chez des populations formées par cinquante ans de communisme manipulateur. L'indépendance n'a été dans beaucoup de pays balkaniques qu'une étape vers l'intégration euro-atlantique considérée comme le nouveau Graal.

L'échec du système international dans les Balkans et le Caucase ne l'est pas pour tout le monde. Derrière la faillite du « *nation-building* » onusien au Kosovo, du protectorat européen en Bosnie et de la pacification américaine en Macédoine, les jeux d'intérêts des **grandes puissances** sont patents. On assiste depuis dix ans dans les Balkans comme dans le Caucase au retour du « grand jeu » cher à Kissinger, qui se joue depuis des siècles dans ces régions et qui a été peut-être, les historiens le diront, interrompu par le condominium américano-soviétique de 1945

à 1991. Il ne faut pas oublier que le terme « balkanisation » décrit l'affrontement entre Vienne et Istanbul au XIX^e siècle, où Autriche-Hongrie, Russie et Allemagne, mais avec dans l'arrière-cour la France et la Grande-Bretagne, manœuvraient les nationalismes et découpaient les frontières au gré des « droits des nationalités », chaque grande puissance ayant son protégé. La notion de « corridor humanitaire » a été inventée par la Grande-Bretagne en Crimée au milieu de ce XIX^e siècle si fécond en idées politiques.

Reprenant les mêmes prétextes de **défense des minorités** et d'ingérence humanitaire, on assiste actuellement à un vaste combat à l'échelle planétaire pour le partage des ressources et des territoires entre USA, Russie, Chine et autres puissances régionales. Zbigniew Brzezinski, dans « Le Grand Échiquier », l'annonçait clairement dès 1994 : pour assurer la victoire irréversible de la démocratie libérale et de l'économie de marché, il fallait affaiblir la Russie. Cela passait, pour les stratèges clintoniens, par la scission de cet « espace eurasiatique » en trois, afin d'écarter la Sibérie, riche en ressources, de la Russie historique ; il s'agissait aussi de contrôler l'espace Caucase/Moyen-Orient. Ce « **Grand Dessein** » de l'administration clintonienne passait dans les années 1990 par la création de nids d'instabilité et par le soutien de mouvements propageant la démocratie libérale. Les néoconservateurs, pour soutenir le complexe industrialo-militaire américain, ont repris à leur compte cette idéologie et multiplié les bases depuis 1999 en Arabie saoudite, dans les Balkans et en Asie centrale. Cette politique a abouti aux guerres massives en Afghanistan et en Irak. L'Europe occidentale étant déjà considérée comme « tête de pont de l'OTAN » et amie fidèle des valeurs américaines, il ne restait plus qu'à se rapprocher du Grand Moyen-Orient. Cela a déplacé la ligne des bases américaines : une des plus grandes bases US d'Europe n'est plus en Allemagne mais à Bondsteel, au cœur du Kosovo. Cette politique impériale s'appuyait sur le soutien aux « **révolutions de couleur** » aux confins méridionaux et occidentaux de la Russie.

On sait maintenant, grâce aux travaux de Viatcheslav Aviou-tskii, qu'entre les années 2000 et 2004, la « Révolution démocratique » de Belgrade, la « Révolution des roses » en Géorgie et la « Révolution orange » en Ukraine ont été préparées par la *New Endowment Democracy* et la Fondation de l'Américain d'origine hongroise Georges Soros. Ces « révolutions de couleur » ont contribué à placer, dans ces pays-clés pour l'expansion américaine, des gouvernements on ne peut plus fidèles à la politique extérieure américaine.

Or, les tenants de cette stratégie politico-militaire américaine avaient exclu de leurs hypothèses une seule chose : **le relèvement de la Russie**. Seul Emmanuel Todd avait compris les capacités de réveil de la Russie, fondées sur ses ressources et ses élites bien formées (*Après l'empire*, Paris, Gallimard 2002). La Russie a d'abord reconstruit son économie et son État, puis continué à développer sa technologie militaire (deuxième force de frappe nucléaire mondiale ; station *Mir* alimentée par la navette *Soyouz* sans concurrent jusqu'en 2014). Puis cet État à nouveau sûr de lui s'est assuré le contrôle de son « étranger proche » : les pays-clés du nouveau système d'alliances pro-russes étant désormais le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, l'Arménie et la Biélorussie. En même temps, la géostratégie russe s'est appuyée sur le contrôle des gazoducs et oléoducs, vital pour débloquer leur encerclement des années 1990. Le gazoduc « North Stream » contournera ainsi par la mer Baltique l'épine balto-polonaise et ravitaillera l'Allemagne. Le « South Stream » concurrencera directement le projet américain « Nabucco », qui désenclave le verrou d'Istanbul en reliant Turquie, Bulgarie, Serbie et Autriche. Enfin l'oléoduc Bakou (Caspienne)-Novorossisk (Mer Noire) est redevenu d'actualité après le conflit géorgien, lequel a jeté le discrédit sur le tracé AMBO pourtant cher au président géorgien Saakachvili. Dans les Balkans, l'action prédatrice des géants russes du gaz et de l'électricité se développe également à grande vitesse et a déjà mis sous contrôle les secteurs énergétiques de la Bulgarie, de la Serbie et du Monténégro .

Depuis quelques années, la Russie a passé la vitesse supérieure. Sans son soutien continu au principe de souveraineté nationale dans la question du Kosovo, jamais la petite Serbie n'aurait pu maintenir ses institutions (santé, éducation, justice), même restreintes à quelques enclaves, dans sa province méridionale. Par la rapidité et la puissance de sa riposte à l'attaque géorgienne en Ossétie du sud en août 2008, la Russie a montré qu'elle revenait au rang des puissances de premier plan. Selon un programme maintes fois réaffirmé jusque-là, la Russie a démontré dans cette opération sa volonté ferme de protection des peuples russophones, enfonçant un coin dans le dispositif américain au Caucase.

Les Balkans sont par ailleurs le champ clos d'une explosion des **mouvements irrédentistes** sur le terrain même des expansionnismes américain ou russe. En premier lieu, les fragiles États issus de l'éclatement de la Yougoslavie sont en proie aux irrédentismes culturels et territoriaux de nombreuses minorités musulmanes. En Serbie, les Turcs, Roms, Bochniaques et Albanais vivent en bonne coexistence avec le reste de la population et sont bien représentés par des institutions religieuses, mais ils sont pourtant de plus en plus la cible du prosélytisme fanatique : le Sandjak, région à cheval entre la Serbie et le Monténégro, est tirillé entre l'Association islamique fidèle à Belgrade et les communautés musulmanes proclamant leur obédience à Sarajevo. Les Albanais de Macédoine jouissent de droits politiques, religieux et culturels plus élevés que dans de nombreux pays d'Europe de l'ouest, mais sont traversés par des courants sécessionnistes qui verraient d'un bon œil le processus kosovar se développer sur le territoire macédonien. Au Monténégro, les voix de la minorité albanaise, indispensables pour l'indépendance de 2006, sont déjà chèrement monnayées auprès du pouvoir central en termes d'autonomie territoriale, premier pas là encore vers une sécession future.

Plus grave encore, les Balkans sont, depuis les années 1990, le berceau du **terrorisme islamiste** en Europe, où *Al-Qaïda* tente

de s'installer durablement. On sait maintenant que le conflit bosniaque a permis d'implanter des camps d'entraînement djihadistes en Bosnie et en Albanie ; par ailleurs, Ben Laden et bon nombre des futurs poseurs de bombes afghans, arabes et jordaniens à Madrid (2004) et Londres (2005) avaient combattu en Bosnie (1992-1995), après l'Afghanistan(1980-1988) et avant la Tchétchénie (1999-2001). Il y a en Bosnie depuis 1995 collusion des intérêts américains et islamistes contre l'Europe, avec le soutien de la CIA aux *moudjahidines* de Bosnie. Cette collusion se double au Kosovo de conflits d'intérêts entre USA et autres puissances occidentales, dont le plus important est celui avec l'Allemagne. La BND allemande avait financé et armé en partie l'organisation terroriste albanaise UCK en 1997, dans un conflit ouvert avec la CIA qui deux ans plus tard éliminera de la tête de l'UCK les dirigeants placés par les services allemands pour les remplacer par de nouveaux cadres, comme Haradinaj ou Thaçi, fidèles à la ligne américaine. L'UCK démobilisée en 2001 a été depuis dépassée par des mouvements armés albanais liés au terrorisme islamiste international. Ainsi, l'Armée de la République du Kosovo (ARK) voulant élargir, vers la Serbie du sud et le Sandjak, l'irrédentisme albanais grâce au soutien de combattants jordaniens liés à Ben Laden.

Les **puissances musulmanes** avancent aussi leurs pions dans les Balkans, indépendamment de la mouvance islamiste, chacune d'une façon nouvelle et indépendante. L'Arabie saoudite développe des liens très forts avec les institutions religieuses de ces nations et n'hésite pas à financer des organisations caritatives islamistes ; elle fait construire des mosquées wahhabites au Kosovo en lieu et place d'anciennes mosquées ottomanes. Mais il ne faut pas considérer toutes les nations musulmanes de la même façon, surtout dans les affaires balkaniques. La Turquie mène une politique habile, à la fois indépendante et néo-ottomane. Elle maintient des contingents en Bosnie et au Kosovo, mais dans une volonté de participation à l'effort international de pacification. Ses accords militaires bilatéraux avec les puis-

sances slaves de la région (Bulgarie, Serbie) et l'autonomie laissée aux États balkaniques pour la protection de leurs minorités turques encore nombreuses font d'elle, d'ailleurs, un pilier de leur politique extérieure. Enfin, la diplomatie turque a une vision des enjeux au Moyen-Orient qui lui permet de prendre ses distances avec l'administration américaine (rapprochement avec l'Iran et contrôle des tubes énergétiques). Dernière puissance musulmane, l'Organisation de la Conférence Islamique a, par deux fois en 2008, dans sa grande majorité, refusé de reconnaître l'indépendance du Kosovo. Les fédérations pluriethniques et menacées par des mouvements sécessionnistes, comme l'Indonésie ou le Nigéria, ou bien les États musulmans luttant contre le fondamentalisme musulman (Égypte et Algérie) voient le Kosovo comme un quasi-État ingérable, modèle de partition à ne pas suivre. Il ne faut pas oublier ici l'action du Mouvement des Non-Alignés, auquel nombre de ces pays ont participé, en faveur de l'internationalisme, du respect de la souveraineté nationale et du rejet de l'ingérence des grandes puissances.

C'est seulement en prenant en compte ces éclairages que l'on comprend mieux l'**opération « Force alliée »** au printemps 1999 sur la Serbie et le Kosovo. Il fallait, pour les puissances occidentales réunies dans l'OTAN, coûte que coûte empêcher l'émergence dans les Balkans d'une puissance régionale susceptible de contrecarrer à la fois le « Grand Dessein » américain, l'expansion islamiste et les ambitions de la Russie. La Yougoslavie, qui possédait au début des années 1990 l'armée la plus puissante de la région et dont l'économie était bien plus avancée que celle de n'importe lequel des pays-satellites de l'URSS, devait être brisée. Il a été prouvé qu'au moment où la Communauté Économique Européenne (CEE) prévoyait en 1989 d'intégrer le premier des pays de l'Est, bien avant les traités d'adhésion de l'UE offerts aux Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO), la CIA prévoyait la scission de la Fédération yougoslave, en appuyant les sécessions slovène et croate.

La Yougoslavie socialiste gênait, car elle n'obéissait ni au bloc occidental ni au Pacte de Varsovie ; elle représentait également un modèle de développement différent, ni soviétique ni capitaliste. Considérées *a posteriori*, les guerres yougoslaves de 1991 à 1999 ont fonctionné à la perfection pour les tenants du capitalisme mondialiste, heureux de pouvoir tirer profit d'un processus d'éclatement continu.

Or, le plus grave pour la stabilité de l'Europe est que ce processus continue. Les nouveaux dirigeants de la Serbie démocratique ont cru après la chute du régime Milošević qu'en s'appuyant essentiellement sur leurs partenaires occidentaux, leur bonne volonté serait gratifiée d'une intégration rapide à l'espace euro-atlantique. Force est de constater en 2011 que, bien au contraire, la volonté permanente du démocrate Tadic de présenter la Serbie comme un pôle de stabilité dans les Balkans n'empêche pas l'UE et les USA d'appuyer l'indépendance du Kosovo et l'irrégentisme de la Voïvodine, deux provinces de la Serbie.

Le Kosovo n'est pas, contrairement à ce qu'a répété inlassablement Javier Solana, « une affaire terminée » ; son indépendance autoproclamée ne met pas fin aux conflits yougoslaves entamés en 1991. Nous nous trouvons historiquement au milieu du gué, avec une logique impériale des États-Unis dans les Balkans, mais aussi une machine infernale de reconnaissance du droit des minorités lancée par l'UE, qui nous mènent droit vers l'instabilité. La Serbie avec ses 26 nationalités est déjà secouée par les irrédentismes bochniaque au Sandjak, albanais dans la vallée de Presevo et hongrois en Voïvodine. Le Monténégro et la Macédoine ne pourront pas maintenir leur unité nationale sans donner des droits culturels et même territoriaux à la forte minorité albanaise. La Bosnie est déjà un État fictif, coupé en deux, à l'avenir peut-être même en trois.

Voilà les raisons de la politique occidentale du **deux poids deux mesures** : la Serbie se voit contrainte par la communauté internationale d'accepter la scission d'un morceau de son terri-

toire, alors que cela est refusé à la *Republika Srpska* dans la Bosnie voisine. Mais, plus grave encore, cette même communauté dite internationale a permis à la Roumanie d'intégrer l'UE sans poser de condition sur le règlement de la question hongroise; alors qu'elle impose à la Serbie des conditions draconiennes sur le statut des Hongrois, minorité pourtant déjà depuis longtemps bien mieux lotie que chez le voisin roumain. En fait, la situation de la Serbie était stratégique dans l'Europe du sud-est, au carrefour de la plupart des routes terrestres et à l'épicentre de corridors énergétiques actuels. Il s'agit aujourd'hui pour les leaders économiques et leurs exécutants à la tête des États occidentaux d'en remonter à la Russie renaissante et à la Chine en devenir. Dans ce jeu à l'échelle mondiale, la Serbie n'est qu'un point sur la carte et les pays voisins des pions qu'on agite. On est là bien loin des considérations humanitaires; comme il y a plus d'un siècle, les différents peuples des Balkans sont redevenus des éléments de politique extérieure et leurs dirigeants des marionnettes des grandes puissances.

Il est impossible d'envisager l'avenir des Balkans sans prendre en compte les géostratégies américaine, russe et européennes: la question des Balkans est plus que jamais à l'ordre du jour! Brzezinski a bien compris l'enjeu en parlant des Balkans comme «ventre mou» de l'Europe: le Caucase et les Balkans sont un terrain de lutte stratégique et géoéconomique entre ces trois puissances depuis vingt ans. La chute du mur de Berlin en 1989 a ouvert un espace nouveau de confrontation multipolaire au sud-est de l'Europe: si nous, Européens et Français, laissons les autres s'en occuper, l'Europe risque de voir son destin lui échapper.



Corridors énergétiques (gaz et pétrole) et de transports



Axe de peuplement dynamique albanais



Axe d'expansion albanaise



Triangle Presevo / Medvedja / Bujanovac : communes albanophones irrédentistes.



Zones militaires de l'OTAN au Kosovo

Chapitre I

KOSOVO : Un État-Voyou sous l'aile américaine

Le 17 février 2008, le Parlement de Pristina proclamait de façon unilatérale la sécession d'avec la Serbie. Trois ans après cette auto-proclamation d'indépendance, bien plus d'inconvénients que d'avantages sont apparus. Le Kosovo est en 2011 un **État-manqué**, c'est-à-dire un État en faillite économique et politique, où les droits les plus élémentaires, comme la liberté de circuler ou la sécurité des individus, ne sont toujours pas appliqués sur tout son territoire. Il est dirigé par des **autorités corrompues** et impliquées dans divers trafics, dont certains membres sont accusés de crimes de guerre. Enfin, la sécession kosovare présente un **risque croissant de déstabilisation des Balkans** tout entiers, dans une région où chaque pays regroupe plusieurs nationalités qui, elles-mêmes, occupent souvent des espaces transfrontaliers (Albanais, Serbes, Hongrois).

Alors que les **États-Unis, principal soutien** du gouvernement de Pristina, misaient sur un processus rapide de reconnaissance par une centaine de nations de l'indépendance auto-proclamée du Kosovo, celle-ci n'a été acceptée que par 75 États sur 230. Se pose alors la question de l'exemplarité d'une sécession en temps de paix, tant sont nombreuses les nations fédérales, ayant à régler de nombreux irrédentismes, qui considèrent l'indépendance du Kosovo comme un **précédent dangereux** (Russie, Chine, Indonésie, Brésil). Par ailleurs, les apprentis-sorciers de l'UE et de l'Otan jouent la politique de l'autruche devant ce fractionnement continu qui va nécessairement provoquer **d'autres poussées irrédentistes** partout en Europe (Bosnie, Abkhazie, Flandres).

Le Kosovo au croisement des couloirs stratégiques USA/UE/Russie

Le Kosovo est aujourd'hui **l'une des régions les plus riches d'Europe en minerais** : cela est une raison capitale de l'intérêt porté par les grandes puissances à cette province serbe. La réserve du bassin de Kopiliq est estimée à plus de 10 millions de tonnes, soit la cinquième réserve mondiale de lignite : cela lui permet depuis 2004 d'exporter de l'électricité aux pays voisins de la Serbie. La mine de Trepca, avec ses 7,5 millions de tonnes de réserve de minerai, regorge aussi de plomb, de zinc et de cuivre aux teneurs exceptionnelles (20 % pour le plomb contre 0,9 % en moyenne dans le monde). On trouve également au Kosovo de l'argent, de l'or, du nickel, de la bauxite et du manganèse. Selon un rapport de la Banque mondiale de novembre 2007, la valeur des richesses du sous-sol kosovar est évaluée à 13 milliards de dollars. Cette concentration de richesses sur un aussi petit territoire attise donc forcément les convoitises des puissances européennes.

Douze ans après les bombardements de l'OTAN sur la Serbie et le Kosovo, on parvient désormais à mieux cerner l'intérêt stratégique capital de ces hauts-plateaux du Kosovo, enclavés entre montagnes d'Albanie, du Monténégro et de Macédoine. À l'Est, dans la basse-Morava, le corridor X draine déjà entre Budapest et Salonique des flux commerciaux vitaux pour la Macédoine et la Serbie. À l'ouest, le corridor IV Trieste-Constantza aiguise les appétits des Russes. On comprend pourquoi les projets de tuyaux gaziers et pétroliers soutenus par Moscou (« South Stream ») contrecarrent au Kosovo le projet américain AMBO de faire transiter par les Balkans les sources d'approvisionnement en hydrocarbures en provenance d'Asie centrale. L'enjeu du Kosovo est bien là : qui aura la mainmise sur ce territoire grand comme deux départements français pourra s'assurer le contrôle du transport d'hydrocarbures de la Caspienne vers l'Europe.

KOSOVO: LUTTES D'INFLUENCE ET CORRIDORS ÉNERGÉTIQUES

En 1997, à Helsinki, la III^e Conférence des ministres des transports d'Europe avait retenu dix couloirs — rail, route et tubes — qui devaient acheminer hydrocarbures et matières premières. Or, le Kosovo se trouve au carrefour de trois couloirs européens, les corridors IV, VIII et X.

Le corridor X, en direction Nord-Sud, joint l'Europe centrale (Salzbourg) à la Mer Égée (Thessalonique), par la voie traditionnelle danubienne entre Vienne, Budapest et Belgrade, et par la vallée du Vardar.

Le corridor VIII, en direction Est-Ouest, joint la Mer Noire (Burgas) à l'Adriatique (Dürres) via la Bulgarie, la Macédoine et l'Albanie.

Le corridor IV, joint l'Adriatique (Trieste) à la Mer Noire (Constantza) via Zagreb (Croatie), Belgrade (Serbie) et Bucarest (Roumanie).

L'Union Européenne a investi, depuis 1997, huit milliards d'Euros dans le couloir VIII (oléoduc, voie ferrée et autoroute). Pour l'instant, seuls deux tronçons d'autoroute sont achevés sur cet axe, l'un reliant Sofia à Plovdiv en Bulgarie (150 km), et l'autre entre Skopje et Tetovo en Macédoine (40 km), mais il est prévu qu'en 2012, la Bulgarie soit directement reliée à l'Albanie par une autoroute de bout en bout. Le corridor X, lui, est déjà efficace puisque c'est le passage de 2/3 des échanges entre Grèce et Macédoine, des 3/4 entre Macédoine et Serbie.

Mais l'UE est sur cet axe Est-Ouest en concurrence avec les Américains. L'oléoduc Trans-Balkans AMBO avait fait l'objet d'une étude de faisabilité à la fin des années 1990 par la compagnie « Brown and Root », basée à Houston au Texas. Or, « Brown and Root » est une filiale d'« Halliburton », dont Dick Cheney était le directeur avant d'être élu vice-président des États-Unis. Ce projet est également l'œuvre de la *Trade and Development Agency* (TDA), Agence fédérale pour le commerce et le développement,

créée en 1981 par le Président Reagan pour favoriser les exportations américaines. La TDA a été très impliquée dès l'origine dans la conception du corridor VIII : elle a décidé, en 1998, de financer spécifiquement les études de faisabilité des travaux de modernisation des ports de Burgas en Bulgarie et de Constantza en Roumanie. Ce n'est pas un hasard si la Bulgarie a annoncé en 2003 qu'elle mettait à la disposition des troupes anglo-américaines le port de Burgas, point d'arrivée du corridor VIII.

Cet axe militaro-énergétique fortement contrôlé par les Américains ne fait pas seulement concurrence aux Européens : en évitant le passage par la Serbie, le corridor IV est un moyen pour la Bulgarie de devenir un carrefour entre l'Ouest — débouché de Bari en Italie — et l'Est — la Mer Noire. Il fait concurrence également à la Turquie, le détroit du Bosphore étant ainsi court-circuité pour une raison technique, parce que les supertankers pétroliers de 300 000 tonnes ne peuvent plus emprunter le Bosphore, seule voie congestionnée de sortie de la Mer Noire, où les tankers sont maintenant limités à 150 000 tonnes.

Le retour des Russes dans cette course à l'énergie est saisissant. Depuis 2007, l'oléoduc Burgas (Bulgarie)/Alexandroupoli (Grèce) permet d'éviter la Turquie en passant par deux pays orthodoxes. Mais surtout le projet de gazoduc américain « Nabucco », Istanbul/ Vienne par la Roumanie, est concurrencé par le projet russe du gazoduc « South Stream ». Ce dernier suivrait un tracé beaucoup plus sûr, et donc moins coûteux, puisqu'il passerait par la Bulgarie, la Serbie et la Croatie, avec lesquelles des accords ont déjà été passés. En février 2007, Poutine a signé un accord global sur le transit du gaz avec la Croatie, pays qui n'est pourtant pas réputé comme russophile, et en 2008, *Gazprom* a fusionné avec le gazier *Srbijagaz* et racheté le pétrolier *NIS* en Serbie.

C'est dans ce cadre géostratégique qu'il faut comprendre les raisons de la construction par l'armée américaine de la base géante de Bondsteel au Kosovo, sa principale base dans les Balkans. Que la création de cette base dépasse le cadre étroit

du Kosovo paraît une évidence. Cette vision n'a d'ailleurs pas échappé à l'éditorialiste du *Washington Post*, qui écrivait candidement, dès janvier 1999, que « le Moyen-Orient devenant de plus en plus fragile, nous avons besoin de bases et de droits de survol aérien dans les Balkans pour protéger le pétrole de la mer Caspienne ». D'ailleurs, selon le colonel Mac Lure, commandant la 1^{re} Division d'infanterie U.S. : « les plans de sa construction avaient été dressés des mois avant que la première bombe ne soit larguée »¹, c'est-à-dire bien avant la Conférence de Rambouillet, dont l'échec a été le prétexte à l'intervention de l'OTAN.

Certains analystes supputent que Bondsteel, par son ampleur, aurait été conçu pour remplacer la base aérienne d'Aviano en Italie, dans le cadre d'une réorientation de la stratégie américaine autour de la Mer Noire². Deux bases ont déjà été construites par l'armée américaine depuis 2001 en Bulgarie, et pas moins de quatre en Roumanie en cinq ans (2002-2007), dont deux sur le verrou de Constantza (débouché de l'axe Rhin/Main/Danube sur la Mer Noire). Or, les conflits bosniaque et kosovar des années 1990 avaient déjà permis aux Américains d'installer les bases de Tuzla en Bosnie et de Szegedin en Hongrie.

On comprend mieux pourquoi, en mars 1999, alors que les avions de l'OTAN bombardaient la Serbie, le général britannique Michael Jackson, commandant des troupes de l'OTAN en Macédoine, expliquait au journal italien *Sole 24 Ore*: « Les circonstances que nous avons créées ici ont changé. Aujourd'hui, il est absolument nécessaire de garantir la stabilité de la Macédoine et son entrée dans l'OTAN. Mais nous resterons ici longtemps pour garantir aussi la sécurité des corridors énergétiques qui traversent ce pays ». Et le journal italien d'ajouter: « Il est

¹ Paul STUART, « Bondsteel : la puissance américaine au cœur de l'Europe et le pétrole de la Caspienne », *Balkans-Infos* n° 67, juin 2002.

² Alexis TROUDE, « Le Kosovo : un quasi-État dans la nouvelle guerre froide », *Diplomatie* n° 32, mai-juin 2008, pp. 57-59.

clair que Jackson se réfère au corridor VIII. Cela explique pourquoi les grandes et moyennes puissances, et avant tout la Russie, ne veulent pas être exclues des règlements de compte dans les Balkans »³.

Les bombardements sur le Kosovo n'étaient donc qu'un moyen pour l'Alliance atlantique de s'installer durablement à l'intersection de corridors VIII et X ; le Kosovo et la Macédoine sont devenus depuis 12 ans des terrains stratégiques d'imposition otanienne, au coeur du dispositif américain en Europe du sud-est. Les intérêts en jeu sont tellement grands que l'administration US, quelle que soit sa couleur politique, ne pourra à moyen terme laisser libre cours à toute trace de contestation de son hégémonie dans le périmètre Kosovo/Macédoine.

BONDSTEEL : LA PLUS GRANDE BASE AMÉRICAINE DES BALKANS

Située dans le secteur Est du Kosovo, près de la frontière macédonienne, la base de Bondsteel couvre 750 hectares et peut abriter jusqu'à 7000 soldats (les trois quarts des soldats américains stationnés au Kosovo). Elle est constituée de 300 bâtiments en dur, 25 km de routes asphaltées et 52 pistes d'envol ; elle est défendue par une enceinte fortifiée en ciment et en terre de 14 km de long. Il s'agit d'une véritable ville américaine au cœur de l'Europe, avec trois zones urbaines, des cinémas, des salles de sport disponibles 24 h sur 24, mais aussi un Burger King et l'hôpital militaire le mieux équipé d'Europe.

Cette base militaire est si grande que, dans la population locale, circule une plaisanterie. A la question : « Que voit-on de la Lune sur le globe terrestre ? », on vous répond : « La Muraille de Chine et Bondsteel » !

Bondsteel a été conçue comme une enclave autosuffisante, dotée de toutes les réserves en cas de guerre. Toutes les fournitures qui lui sont nécessaires (alimentation, eau, électricité, transports, pompiers etc.) ont été sous-traitées par le Pentagone à une so-

³ Maurice PERGNIER, « Bondsteel, la forteresse américaine », *Balkans-Infos* n° 117, janvier 2007, p. 11.

ciété privée, Brown and Root Services, filiale d'Halliburton, qui avait déjà construit des bases en Somalie en 1992 et à Haïti en 1994 pour 18 000 hommes. Durant sa phase de construction, Brown and Root était le principal employeur du Kosovo,

avec l'embauche de 7000 Albanais encadrés par 1000 ex-militaires américains.

Le Kosovo, plaque tournante du trafic de drogue en Europe

Cet intérêt géostratégique du Kosovo explique la place importante qu'il tient dans le trafic de drogue et la prostitution. Selon un rapport de l'Observatoire Européen des Drogues et Toxicomanies (*Europol*), sur les 125 tonnes d'héroïne consommées en Europe, 80 % transiteraient par le Kosovo ; le trafic d'héroïne y serait passé de 2-3 tonnes par an avant l'an 2000 à 8-10 tonnes entre 2000 et 2005, ce qui représente 123 millions \$ de bénéfice mensuel environ, soit 1,4 milliard de \$ par an⁴. En provenance d'Afghanistan et traversant la Turquie, le circuit de l'héroïne alimente l'Europe occidentale via l'Albanie et l'Italie du Sud. Ces chiffres sont à rapprocher de ceux du commerce extérieur du Kosovo : avec 968 millions d'Euros d'importations pour 36 millions d'Euros d'exportations en 2003, le déficit commercial représentait 125 % du PIB, entièrement couverts par l'aide internationale et les transferts privés (envois des expatriés). Mais, à lui seul, le trafic de drogue était égal à 95 % du chiffre du commerce extérieur.

Quant à la prostitution, le Kosovo serait, selon un rapport de 2003 de l'Organisation internationale des migrations (OIM), la plaque tournante d'un trafic de jeunes filles (âgées de moins de 25 ans pour les deux-tiers) en provenance surtout de Moldavie (53 %), de Roumanie (23 %) et d'Ukraine (13 %) et à destina-

⁴ Xavier RAUFER, *La Mafia albanaise*, Favre, Lausanne, 2000, et « Instabilité et problèmes sécuritaires », in *Kosovo, danger !*, Bruxelles, Institut de Sécurité des Balkans, 2006, pp. 41-52.

tion de l'Ouest via l'Adriatique⁵. Par ce territoire enclavé dans les Balkans ont transité, avant d'être distribuées sur le marché occidental, plus de 80 000 jeunes filles en 10 ans. La prostitution serait liée au trafic de drogues et emprunterait les mêmes circuits, les bénéfices obtenus par les trafiquants de drogues étant réinvestis dans l'achat « d'esclaves sexuelles ».

Un État de non-droit couvrant la purification ethnique

La déclaration unilatérale d'indépendance du 17 février 2008 cautionne un État de non-droit. **Agim Çeku**, ex-commandant de l'armée yougoslave, devenu Premier ministre du Kosovo en 2004, a commis des crimes de guerre lorsqu'il combattait en Croatie dans les années 1990. Il est par ailleurs poursuivi par des tribunaux serbes pour crimes de guerre durant le conflit entre police serbe et UCK en 1998 au Kosovo. Le second Premier ministre, **Ramush Haradinaj** (2006-2007), a eu un procès au TPIY, dans lequel le procureur réclamait 25 ans de prison pour le massacre de dizaines de villageois serbes, (civils, femmes et enfants) durant la guerre du Kosovo en 1998. Haradinaj a été acquitté en avril 2008 pour absence de preuves ; en effet, neuf témoins sont morts accidentellement durant son procès. Considérant qu'il n'y avait pas eu de protection suffisante des témoins, le TPIY a ordonné, le 21 juillet 2010, un nouvel emprisonnement de Ramush Haradinaj, afin d'ouvrir un nouveau procès : il devra être rejugé pour six chefs d'accusation de crimes de guerre dont plusieurs pour meurtre, traitement cruel et torture, et il restera en prison jusqu'au début du procès, cette fois-ci. Enfin, l'actuel Premier ministre du Kosovo, **Hashim Taçi**, qui dirigeait les forces de l'UCK en 1998, est accusé par Belgrade d'avoir directement massacré 60 villageois serbes du Kosovo, durant l'été 1998. Par ailleurs, un rapport récent des services secrets allemands (BND) démontre l'implication de

⁵ Enquête de l'OIM sur 300 femmes victimes de la traite de 2000 à 2002, in Xavier RAUFER, *op. cit.*, pp 42-43.

Thaçi dans le racket et le trafic de cigarettes développés par la mafia albanaise. Enfin, Hashim Thaçi est accusé par Carla Del Ponte, ancien procureur du TPIY et Dick Marty, rapporteur de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, d'avoir été impliqué dans une terrible affaire de trafic d'organes prélevés sur des prisonniers serbes durant la guerre du Kosovo de 1999.

Depuis la mise sous tutelle internationale du Kosovo en 1999, ni la Mission d'interposition des Nations unies pour le Kosovo (MINUK) ni la Kosovo Force (KFOR) n'ont pu empêcher un processus de **purification ethnique** impulsé par les extrémistes albanais. Entre 1999 et 2008, sur les 235 000 Serbes, Tziganes, Goranis et Turcs chassés du Kosovo après les accords de Kumanovo, seuls 18 000 ont pu revenir dans leurs foyers. Plus grave, entre 1999 et 2004, 1197 non-Albanais ont été assassinés et 2300 kidnappés⁶. Il ne reste plus un Serbe à Gnjilane où ils étaient 8000 en 1999 ; ils sont à peine une quarantaine à Pristina, au lieu de 40 000 en 1999. Sur une population de Roms estimée à 140 000 en 1999, les deux-tiers ont dû fuir. Plus de 150 églises et monastères orthodoxes ont été détruits, et 40 000 maisons brûlées ou détruites à l'explosif par les extrémistes. Enfin, à propos des émeutes anti-serbes de mars 2004 où il y avait eu pas moins de 19 morts, un rapport récent à l'Assemblée nationale souligne : « le bilan accablant du traitement judiciaire des émeutes du printemps 2004. Alors que 50 000 personnes auraient participé à ces violences, seulement 454 inculpations ont été prononcées et 211 coupables condamnés »⁷.

Dans cette situation désolante, le principal obstacle au retour des réfugiés est la lenteur des restitutions de domicile par la justice albanaise. Sur 18 000 plaintes enregistrées par des Serbes dont les maisons ont été confisquées ou détruites depuis 1999, seules 2 855 avaient été traitées par l'Agence pour la Propriété

⁶ Vienne, Rapport 2006 de l'OSCE, 2006.

⁷ J-P DUFAU et J-M FERRAND, « Quel avenir pour le Kosovo ? », *Rapport d'information n° 448 de l'Assemblée nationale*, décembre 2007, p. 26.

du Kosovo en 2009. Les enquêtes des juges nommés par la MINUK sont entravées par la pression des mafias locales sur les citoyens, qui usent de la menace pour les empêcher de témoigner; encore cela n'a abouti que dans une petite minorité des cas à un retour des familles dans leur résidence ante-1999⁸. Selon le rapport 2009 de *Human Rights Watch*, sur les huit premiers mois de 2008, seuls 229 réfugiés sont retournés vivre au Kosovo.

En outre, le gouvernement de Pristina mène une **politique d'albanisation culturelle**, conduisant à un mono-ethnisme exclusiviste. Dans une province où, depuis plus de cinquante ans, chaque communauté avait le droit à l'enseignement dans sa langue nationale, le Ministère de l'Éducation de Pristina a imposé l'albanisation des cours du primaire en 2006. Dans l'enseignement secondaire et supérieur, une politique de **nationalisme culturel** est pratiquée par les autorités de Pristina. À l'université de Pristina, plus aucun cours ne se fait en serbe ou en turc: les étudiants serbes sont allés se réfugier à Mitrovica, alors que les Turcs partent étudier en Serbie centrale, en Bosnie ou en Turquie. Le multi-ethnisme promis par Bernard Kouchner, Haut représentant de l'ONU au Kosovo en 1999-2000, a donc laissé la place à une politique culturelle exclusiviste.

Sur tout le territoire du Kosovo, on s'achemine vers un **soft-apartheid**, avec comme ultime exemple les transports. Les autocars de la MINUK étaient utilisés jusqu'en janvier 2005; depuis, ce sont les autorités du Ministère des Transports des autorités de Pristina qui s'en chargent. Des autocars kosovars traversent les enclaves serbes, mais il est risqué de les emprunter, car il n'y a aucune mixité entre Albanais et non-Albanais. La municipalité de Pristina a développé des lignes d'autobus entre le centre-ville et Gračanica pour les Albanais, mais pas pour les Serbes ni pour les minorités ethniques. Cela

⁸ *Rapport du Secrétariat général de l'ONU sur la MINUK* (24 novembre 2008), points 36, 37 et 38, p. 18.